

Études Statistiques Évaluation

CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SITUATION DE L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Actualisation au 7 septembre 2017

1

Au premier trimestre 2017, la situation économique de la région continue de se redresser dans le sillage du niveau national. En particulier, l'emploi salarié marchand progresse de nouveau ce trimestre porté essentiellement par le dynamisme du tertiaire hors intérim et par la hausse des effectifs dans la construction. Le taux de chômage est à nouveau en baisse. À l'été 2017, l'activité française reste robuste et les indicateurs économiques de la région sont dans l'ensemble bien orientés. Un point de vigilance est à noter concernant le climat de l'emploi qui fléchit de nouveau en août au niveau national et la demande d'emploi qui a augmenté en juillet dans la région et en France. Au niveau des secteurs, les indicateurs avancés dans la construction sont toujours bien orientés : la hausse des permis de construire se répercute sur les mises en chantier. Dans les services, l'activité a été soutenue en juillet et devrait avoir un rythme élevé également en août. Dans l'industrie, même si les effectifs continuent de baisser, les enquêtes de conjoncture sont globalement bien orientées depuis le début d'année 2017 et montrent des signes d'amélioration cet été. Le climat des affaires est nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, le niveau des carnets de commandes est élevé tandis que les stocks diminuent.

► ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

UNE CROISSANCE SOLIDE¹

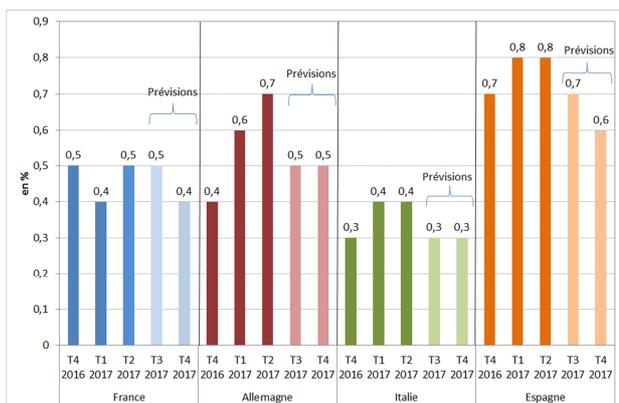
Début 2017 les échanges mondiaux se sont encore intensifiés, notamment dans les économies émergentes. Dans la zone euro, le produit intérieur brut a de nouveau accéléré (+0,6 % après +0,5 %), augmentant un peu plus vivement qu'attendu en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie. Les fondamentaux de cette croissance sont robustes, comme l'atteste la franche amélioration du climat des affaires depuis fin 2016. En revanche, les économies anglo-saxonnes ont ralenti début 2017. Cette inflexion ne serait que temporaire outre-Atlantique, où la reprise des dépenses des entreprises se confirme. Mais elle serait plus durable au Royaume-Uni, où les consommateurs finissent par ajuster leurs dépenses à la baisse récente de leur pouvoir d'achat.

¹ Note de conjoncture juin 2017, Insee.

De nombreux signaux indiquent que l'éclaircie des économies émergentes durerait : la Russie et le Brésil renouent avec la croissance après deux années de récession sévère, l'économie chinoise ne freine plus et accroît même à nouveau nettement ses investissements et ses importations. Le commerce mondial continuerait ainsi d'augmenter solidement le reste de l'année, si bien qu'en 2017 sa hausse serait la plus forte depuis 2011.

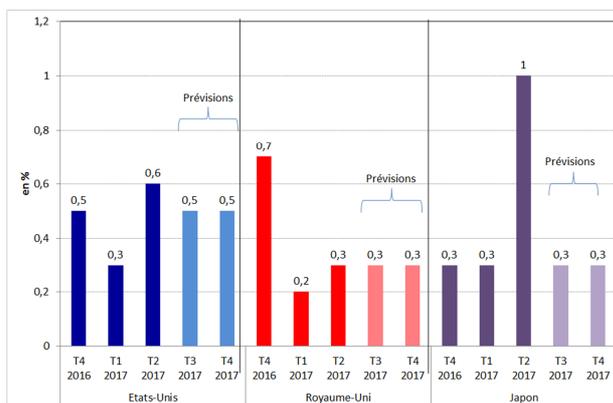
La zone euro bénéficie de cet environnement mondial porteur. En outre, même si les impulsions favorables depuis mi-2014 s'estompent, l'amélioration passée de la situation financière des agents continuerait de porter ses fruits. Le cours du pétrole est légèrement remonté et a entraîné un regain d'inflation en début d'année, limitant les gains de pouvoir d'achat des ménages. Ceux-ci en amortissent l'effet sur leur consommation en réduisant leur épargne de précaution car le chômage continue de baisser. Par ailleurs, les effets de la dépréciation passée de l'euro et de la baisse des taux d'intérêt s'émeussent. Cependant, les conditions de financement des investissements demeurent très accommodantes, tant pour les entreprises qui ont reconstitué leur capacité à les autofinancer, que pour les ménages qui dépensent à nouveau vigoureusement dans le logement neuf, bénéficiant de taux d'intérêt encore très bas.

Évolutions du PIB et prévisions de croissance dans la Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions du PIB et prévisions de croissance pour les principaux partenaires de la France hors Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

TENDANCES NATIONALES

- **La croissance continue de progresser au 2^e trimestre 2017²** : Au deuxième trimestre 2017, le produit intérieur brut (PIB) continue de progresser : +0,5 %, pour le troisième trimestre consécutif. Les dépenses de consommation des ménages accélèrent légèrement (+0,3 % après +0,1 %) tandis que l'investissement ralentit nettement (+0,7 % après +1,3 %). Les exportations rebondissent (+2,5 % après -0,9 %) tandis que les importations ralentissent nettement (+0,4 % après +1,1 %). Au total, le solde extérieur contribue positivement à la croissance du PIB : +0,6 point après -0,6 point au trimestre précédent. À l'inverse, les variations de stocks y contribuent négativement (-0,5 point après +0,7 point).
- **Le climat des affaires au plus haut depuis avril 2011³** : En août 2017, le climat des affaires s'améliore pour le quatrième mois consécutif. L'indicateur qui le synthétise, calculé à

² Insee, Comptes nationaux trimestriels, Informations rapides, août 2017.

³ Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, Informations rapides, août 2017.

partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchande, gagne de nouveau un point. À 109, il atteint un niveau inédit depuis avril 2011, bien au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Sa bonne tenue depuis le début de l'année se confirme (+5 points depuis janvier). Ce mois-ci, l'indicateur de climat augmente de deux points dans les services, se situant bien au-dessus de sa moyenne de long terme. Il s'élève de trois points dans l'industrie, pour atteindre son plus haut niveau depuis décembre 2007. En revanche, il perd quatre points dans le commerce de détail, tout en restant encore nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Il se replie légèrement dans le bâtiment.

- **Le climat de l'emploi fléchit de nouveau³** : Comme en juillet, le climat de l'emploi se dégrade légèrement en août 2017, essentiellement du fait des services hors intérim et malgré l'amélioration des soldes d'opinion sur l'emploi prévu dans le commerce de détail et l'industrie. L'indicateur qui le synthétise se replie de deux points, à 105. Il retrouve ainsi son niveau de février 2017, qui reste toutefois nettement supérieur à sa moyenne.
- **L'emploi salarié privé continue d'augmenter au 2^e trimestre 2017⁴** : Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié privé augmente de nouveau nettement : +0,5 % après +0,3 %, soit 91 700 créations nettes d'emploi après 57 700. C'est le onzième trimestre consécutif de hausse. Sur un an, l'emploi salarié privé s'accroît de 1,5 % (soit +291 900). Hors intérim, il augmente de 0,3 % sur le trimestre (soit +64 000), comme au trimestre précédent, et de 1,0 % sur un an (+185 900). L'emploi privé progresse comme au premier trimestre dans l'agriculture (+0,3 %, soit +900). Il est stable dans l'industrie (0,0 %, avec -600, après -0,2 %) et continue d'augmenter dans la construction (+0,4 %, soit +5 400, après +0,7 %). Sur un an, l'emploi privé diminue de 12 200 dans l'industrie, tandis qu'il s'accroît de 9 100 dans la construction. Au deuxième trimestre 2017, dans les services marchands, l'emploi privé accélère : +0,7 % (soit +80 000), après +0,4 %. Hors intérim, les créations nettes d'emploi restent dynamiques dans ce secteur : +0,5 % sur le trimestre (soit +52 300, après +53 500 au premier trimestre) et +1,5 % sur un an (soit +163 800). L'emploi non marchand privé croît de 0,2 % sur le trimestre (soit +6 100), comme le trimestre précédent, et de 0,8 % sur un an (+21 100). L'emploi intérimaire se redresse nettement au deuxième trimestre 2017 (+4,1 %, soit +27 700), après avoir modérément diminué au trimestre précédent (-0,8 %). Sur un an, il est en très forte hausse (+17,6 %, soit +106 000).
- **Le taux de chômage diminue⁵** : En moyenne sur le deuxième trimestre 2017, le **taux de chômage au sens du BIT** est de 9,5 % de la population active en France (hors Mayotte), après 9,6 % au premier trimestre 2017. Il retrouve son niveau de début 2012. En France métropolitaine, le nombre de chômeurs diminue de 20 000, à 2,7 millions de personnes ; le taux de chômage baisse ainsi de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2017, à 9,2 % de la population active. Il diminue pour les personnes âgées de 25 à 49 ans et celles de 50 ans ou plus, mais augmente pour les jeunes. Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,5 point. Parmi les chômeurs, 1,2 million déclarent rechercher un emploi depuis au moins un an. Au deuxième trimestre 2017, le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 4,0 % de la population active. Il diminue de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,3 point sur un an.

⁴ Insee, Emploi salarié – 2^e trimestre 2017, Informations Rapides, août 2017.

⁵ Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) – 2^e trimestre 2017 – août 2017

PRINCIPALES PERSPECTIVES 2017¹

- La zone euro bénéficie d'un environnement mondial porteur, avec une nette reprise du commerce mondial. En France, les chocs spécifiques de 2016 ne pèseraient plus en 2017 : les récoltes céréalières rebondiraient ; le retour des touristes étrangers permettrait d'enrayer la dégradation du solde touristique ; enfin, l'activité de la construction accélérerait. L'activité économique a crû de 0,5 % fin 2016 et de 0,4 % début 2017. Elle conserverait globalement ce rythme jusqu'à la fin de l'année (+0,5 % au printemps et à l'été, +0,4 % en fin d'année). En moyenne sur l'année, la croissance s'élèverait à +1,6 % en 2017, soit sa plus forte hausse depuis 2011. La croissance de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient de nouveau l'emploi qui augmenterait de 220 000 en 2017. Le taux de chômage continuerait de baisser, de 0,6 point sur un an, à 9,4 % de la population active française en fin d'année.
- L'emploi marchand s'accroîtrait ainsi de nouveau au deuxième trimestre (+45 000). Sur l'ensemble du premier semestre, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le Pacte de responsabilité et de solidarité (PRS) et la prime à l'embauche dans les PME enrichiraient la croissance de 40 000 nouveaux emplois. Au second semestre, l'effet d'enrichissement serait globalement nul du fait de l'arrêt de la prime à l'embauche et l'emploi marchand ralentirait (+82 000). Au total, 203 000 emplois marchands seraient créés en 2017, quasiment comme en 2016. En 2017, l'emploi non marchand ralentirait (+17 000 après +49 000 en 2016). Sa composante privée resterait dynamique et le nombre de fonctionnaires augmenterait légèrement. En revanche, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés reculerait, surtout au second semestre. Au total, en tenant compte d'une quasi-stabilité des salariés agricoles et des non-salariés, 222 000 emplois seraient créés en 2017 après 255 000 en 2016.
- **Les aléas de prévisions** : Ces prévisions comportent deux aléas principaux. Le premier porte sur le comportement d'épargne des ménages européens. En 2017, leur consommation s'infléchirait nettement moins que leur pouvoir d'achat, ce qui a déjà été constaté en Italie et en Espagne fin 2016 et début 2017, notamment parce que le chômage a continué de baisser. Que ce mouvement s'accroisse ou qu'il s'inverse et la croissance de la zone euro en sera renforcée ou diminuée. Par ailleurs, une incertitude pèse sur les exportations françaises qui ont trébuché au premier trimestre. Le scénario table sur un rebond au printemps mais les exportateurs français perdraient encore des parts de marché sur l'ensemble de l'année. Au cours des prochains trimestres, les exportations pourraient positivement surprendre ou bien à nouveau décevoir, interrogeant de ce fait la capacité de l'économie française à bénéficier d'un meilleur environnement.

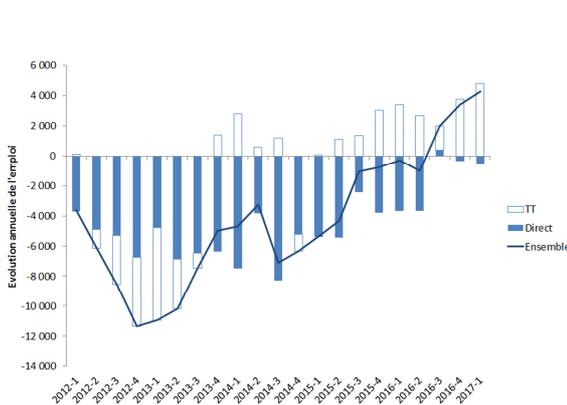
L'EMPLOI SALARIE PROGRESSE A NOUVEAU AU 1^{ER} TRIMESTRE 2017

Au 1^{er} trimestre 2017, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchand en Bourgogne – Franche-Comté progresse de 0,2 % par rapport au trimestre précédent contre +0,5 % en France métropolitaine. En Bourgogne – Franche-Comté, la hausse de l'emploi est portée par le tertiaire marchands hors intérim et la construction.

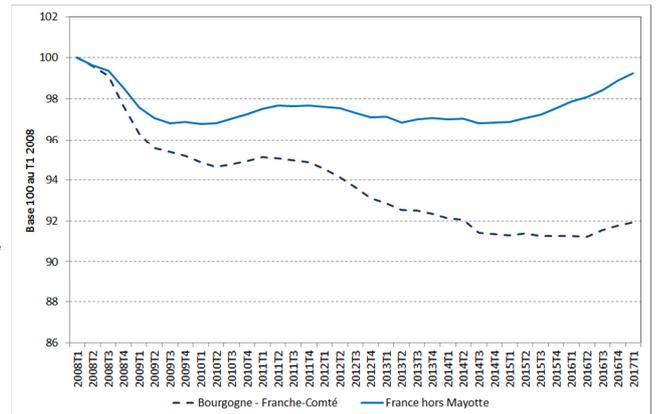
Sur un an, l'évolution en Bourgogne – Franche-Comté est en deçà de celle constatée au niveau national : l'emploi salarié marchand s'accroît de 0,7 %, ce qui représente 4 300 emplois en plus, tandis qu'au niveau national, la hausse s'élève à 1,4 % sur la même période.

Par département, les évolutions sont contrastées. L'emploi salarié marchand augmente le plus fortement dans l'Yonne (+0,9 %), la Nièvre (+0,8 %) et la Haute-Saône (+0,7 %). Il progresse plus modérément dans le Jura (+ 0,5 %) et la Saône-et-Loire (+0,4 %). En revanche, l'emploi salarié marchand baisse en Côte-d'Or et dans le Doubs. Dans ces deux départements, les effectifs ont nettement reculés dans l'industrie et l'intérim qui avait atteint un sommet au trimestre précédent s'est replié. Enfin, dans le Territoire de Belfort, l'emploi reste stable.

Évolution de l'emploi salarié en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, traitement Directe Bourgogne-Franche Comté, SESE



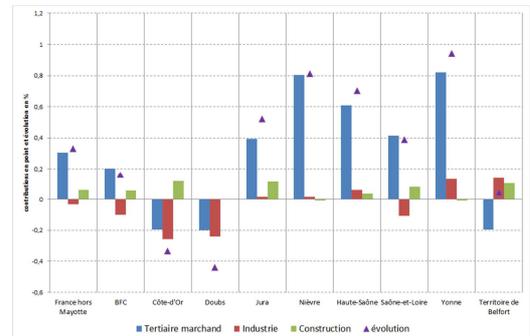
Source : Insee, traitement Directe Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions de l'emploi salarié marchand dans la région

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	1er trim. 2016	4e trim. 2016	1er trim. 2017	trimestrielle	annuelle
Côte-d'Or	128	130	129	-0,3	1,1
Doubs	123	124	123	-0,4	0,4
Jura	53	54	54	0,5	1,4
Nièvre	37	37	37	0,8	0,3
Haute-Saône	39	39	39	0,7	0,1
Saône-et-Loire	115	115	115	0,4	0,3
Yonne	66	67	67	0,9	1,4
Territoire de Belfort	30	31	31	0	0,6
Bourgogne- Franche-Comté	591	594	595	0,2	0,7
France hors Mayotte	15874	16027	16103	0,5	1,4

Source : Insee.

Contribution des secteurs à l'évolution de l'emploi salarié marchand



Source : Insee, traitement Directe Bourgogne-Franche Comté, SESE

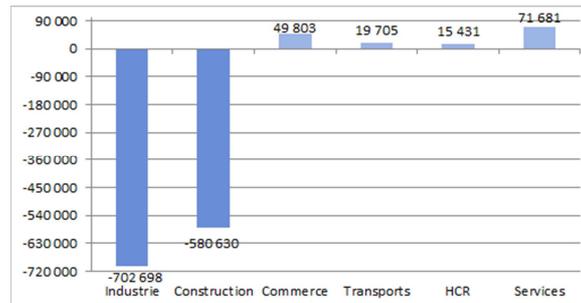
En lien avec la conjoncture plutôt favorable, les demandes d'activité partielles reculent. Entre janvier et juillet 2017, le nombre de demandes d'activité partielle est en repli de 18,4 % par rapport à la même période en 2016. Cette baisse concerne tous les départements à l'exception du Territoire de Belfort et du Doubs. Les heures autorisées ont également baissé (-22,7 %) sur cette même période. Le nombre d'heures progresse uniquement dans le Territoire de Belfort et en Haute-Saône.

Nouvelles demandes d'activité partielles en Bourgogne-Franche Comté

Allocation partielle Janvier à juillet 2017	Nombre de demandes	Evolution annuelle en %	Heures autorisées	Evolution annuelle en %
Côte d'Or	95	-32,1	543 358	-8,7
Doubs	182	+0,6	759 224	-51,4
Jura	94	-22,3	272 585	-20,8
Nièvre	68	-6,8	279 357	-37,4
Haute Saône	53	-19,7	397 961	+38,9
Saône et Loire	177	-22,7	746 129	-28,9
Yonne	88	-30,2	252 262	-49,1
Territoire de Belfort	34	+3,0	579 413	+225,2
Bourgogne Franche Comté	791	-18,4	3 830 289	-22,7

Source : Dares - Direccte Bourgogne Franche Comté - SESE

Variation annuelle du nombre d'heures sollicitées dans les nouvelles demandes d'activité partielle entre janvier et juillet 2017



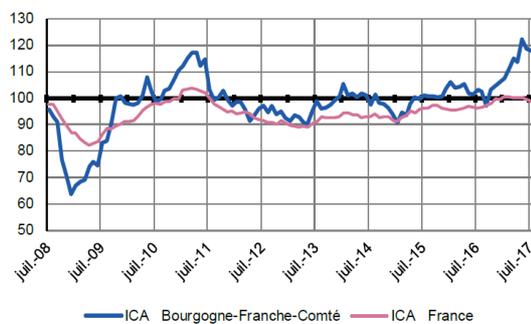
Source : Dares - Direccte Bourgogne Franche Comté - SESE

LE TERTIAIRE MARCHAND HORS INTERIM PROGRESSE TANDIS QUE L'INTERIM FLECHIT

Au 1^{er} trimestre 2017, les effectifs salariés augmentent dans le commerce (+ 0,4 %) et les services marchands hors intérim (+ 0,5 %), en particulier les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien ainsi que l'hébergement et la restauration. L'emploi intérimaire décroît de 1,2 % ce trimestre en Bourgogne-Franche-Comté après deux trimestres de forte hausse. Ses effectifs restent à un niveau élevé. Ils augmentent encore dans six départements mais baissent dans le Doubs (- 0,4 %) et en Côte-d'Or (- 0,3 %) où les effectifs sont importants en volume. En glissement annuel, l'emploi intérimaire régional progresse de 14,4 % soit pratiquement la même hausse qu'en France métropolitaine.

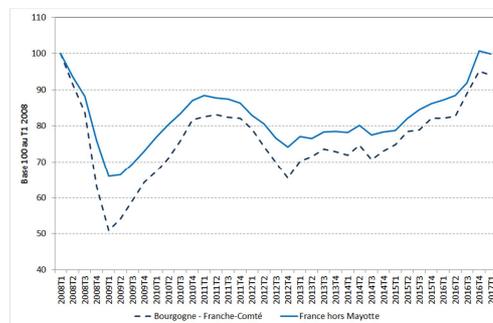
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, l'activité dans les services marchands s'est intensifiée en juillet grâce à une forte demande, en particulier dans les transports, l'hébergement et le travail temporaire. Les effectifs se sont légèrement renforcés, mais des difficultés subsistent pour l'embauche de personnel qualifié. La même tendance est attendue en août.

Climat des affaires dans les services marchands



Source : Banque de France

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Insee

⁶ Tendances régionales, Banque de France, juillet 2017.

LA CONSTRUCTION REPART

Au premier trimestre 2017, l'emploi dans le secteur de la construction augmente (+ 0,7 %) pour la première fois depuis la fin de l'année 2008. Les signes de reprise du secteur, visibles depuis quelques mois dans les hausses de permis de construire et de mises en chantier, se traduisent par des créations d'emplois.

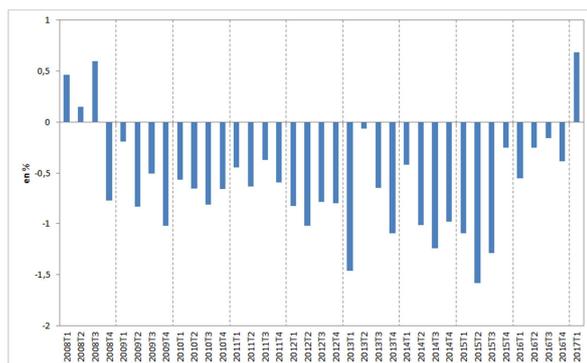
Les statistiques sur la construction de logements, publiées par la DREAL⁷, indiquent une augmentation de juillet 2016 à juin 2017 des autorisations de chantier sur un an. Le nombre de logements autorisés augmente de 34 % pour atteindre 13 000 logements confirmant la tendance amorcée à la mi-2016. La croissance régionale est deux fois plus forte que celle enregistrée en moyenne au niveau national. Le fort rebond dans le secteur collectif observé lors des derniers trimestres s'accélère (+ 77 %), contribuant ainsi fortement à la croissance régionale. Les autorisations de pavillons individuels augmentent, pour leur part, de 10 %.

Au sein de la région, sur la même période de référence, le nombre de logements autorisés progresse dans tous les départements à l'exception du Territoire de Belfort et de la Saône-et-Loire qui enregistrent des baisses respectives de 11 % et 3 %. En Côte-d'Or (+74 %), dans le Doubs (+50 %), dans l'Yonne (+42 %) et en Haute-Saône (+30 %), le dynamisme des autorisations est marqué, laissant présager une accélération des mises en chantier au deuxième semestre 2017.

Dans la région, les mises en chantier de logements progressent également. En Bourgogne - Franche-Comté, 10 430 logements ont été mis en chantier entre juillet 2016 et juin 2017, retrouvant un niveau jamais atteint depuis la fin 2013. La progression atteint 16 % dans la région, soit 2 points de plus que la moyenne régionale. Les mises en chantier de pavillons progressent de 9 % et celles d'appartements de 26 %. Le repli des mises en chantiers reste important dans l'Yonne (-23 %), le rebond des autorisations étant trop récent pour se traduire déjà dans les ouvertures de chantier. Elles se tassent dans la Nièvre, le Territoire de Belfort et le Jura. Leur progression atteint 17 % en Côte-d'Or et avoisine les 30 % dans les trois autres départements.

7

Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié dans la construction



Source : Insee

La construction de logements en Bourgogne – Franche-Comté



Source : SDES - Sit@del2 en date réelle estimée

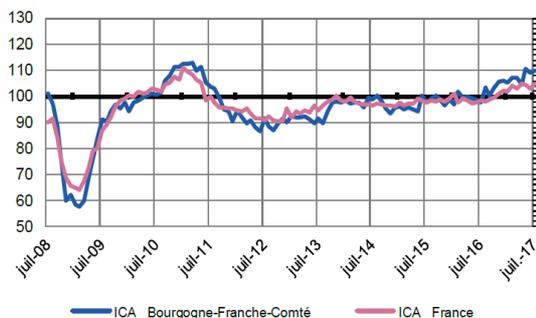
⁷ Observation et statistiques : La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté, DREAL Bourgogne Franche Comté, août 2017

VERS UNE EMBELLIE DANS L'INDUSTRIE ?

L'emploi dans le secteur de l'industrie continue de reculer (- 0,3 %) mais de façon moins marquée qu'aux trimestres précédents.

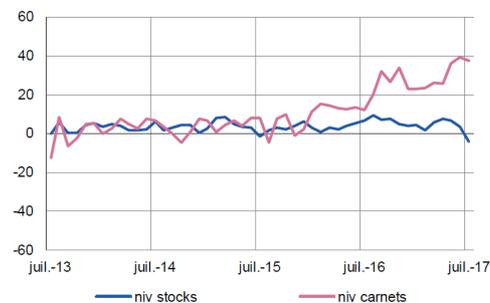
Les enquêtes de conjoncture réalisées par la Banque de France sont pourtant bien orientées en ce début 2017 et laissent augurer une amélioration de la situation. La production a continué de progresser en juillet pour satisfaire une demande toujours dynamique et assurer les livraisons en période de congés. Les rythmes de production se sont particulièrement intensifiés dans le secteur du matériel de transport, de l'agro-alimentaire et de la métallurgie. Pour assurer les plans de charges en cette période de pré-congés, le recours à l'intérim s'est accentué. La demande est restée dynamique, excepté pour le secteur des équipements électriques et électroniques. Les livraisons se sont accélérées et les stocks sont désormais en-dessous de la normale. Le niveau satisfaisant des carnets de commandes laisse augurer des perspectives positives pour la rentrée.

Climat des affaires dans l'industrie



Source : Banque de France

Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie



Source : Banque de France

LE CHOMAGE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

LE CHOMAGE CONTINUE DE BAISSER

Le taux de chômage en Bourgogne-Franche-Comté est toujours en baisse et s'établit ce trimestre à 8,5 % (- 0,3 point). La région continue d'afficher un taux de chômage plus faible qu'en France métropolitaine (9,3 %) et se maintient au 5^e taux le moins élevé des 13 régions de l'Hexagone. Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,6 point en Bourgogne – Franche-Comté comme en moyenne en France métropolitaine.

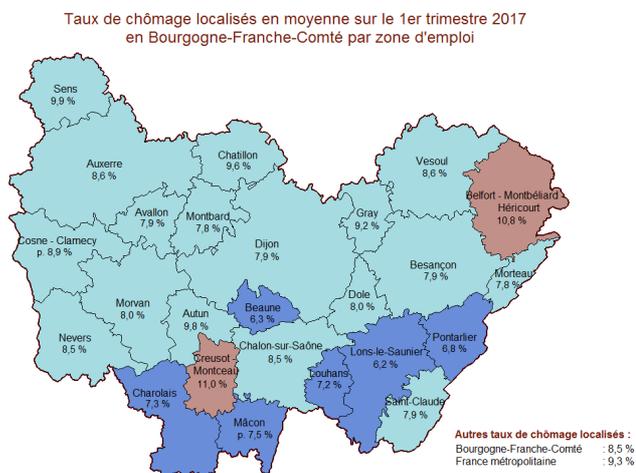
Taux de chômage par département

Départements	1er trim. 2016	4e trim. 2016	1er trim. 2017	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	8,6	8,1	7,8	↓	↓
Doubs	9,3	9	8,7	↓	↓
Jura	7,8	7,4	7,2	↓	↓
Nièvre	9,4	9	8,6	↓	↓
Haute-Saône	9,3	9,3	9,0	↓	↓
Saône et Loire	9,2	8,8	8,5	↓	↓
Yonne	9,6	9,5	9,0	↓	↓
Territoire de Belfort	11,1	10,6	10,2	↓	↓
Bourgogne-Franche-Comté	9,1	8,8	8,5	↓	↓
France métropolitaine	9,9	9,7	9,3	↓	↓

Source : Insee

Le taux de chômage décroît dans tous les départements de la région (de 0,2 à 0,4 point). Il s'élève de 7,2 % dans le Jura à 10,2 % dans le Territoire de Belfort. Le taux de chômage atteint 7,8 % en Côte-d'Or, 8,5 % en Saône-et-Loire, 8,6 % dans la Nièvre, 8,7 % dans le Doubs et 9 % en Haute-Saône et dans l'Yonne.

Au niveau zones d'emploi, le taux de chômage baisse dans toutes les zones, à l'exception de Chatillon où il augmente de 0,1 point. Les zones d'emploi de Sens, Auxerre Cosne – Clamecy, Nevers et Louhans sont celles qui enregistrent les baisses les plus importantes de taux de chômage (-0,5 point chacune).



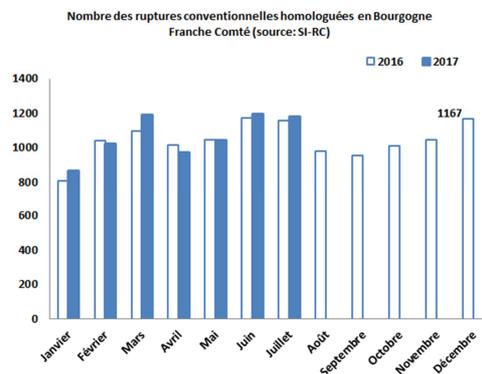
Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p = pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

HAUSSE DES RUPTURES CONVENTIONNELLES

Le flux des ruptures conventionnelles homologuées ou autorisées par les UT de la Direccte reste important. Environ 1 180 ruptures ont été accordées en juillet 2017 contre 1 160 en 2016, soit une hausse de 2,2 %.

Cette progression du nombre de ruptures provient principalement des hausses homologuées dans le Jura, la Saône-et-Loire et dans une moindre mesure dans l'Yonne.



LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATEGORIE A DIMINUE SUR LES TROIS DERNIERS MOIS

La région compte 130 490 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A à la fin du mois de juillet 2017. Ce nombre augmente de 0,2 % au cours des trois derniers mois. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A se replie de 2,9 %. En France métropolitaine, ce nombre augmente de 1,3 % sur trois mois et de 0,1 % sur un an. En Bourgogne - Franche-Comté, sur les trois derniers mois, seul le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A diminue pour les 50 ans et plus.

Au niveau des départements, les évolutions sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sont contrastées. Ce nombre baisse dans le Territoire de Belfort (-1,9 %), dans le

Doubs (-1,6 %) et la Haute-Saône (-1,3 %). Il augmente partout ailleurs : de +0,7 % dans l'Yonne à +1,7 % en Saône-et-Loire.

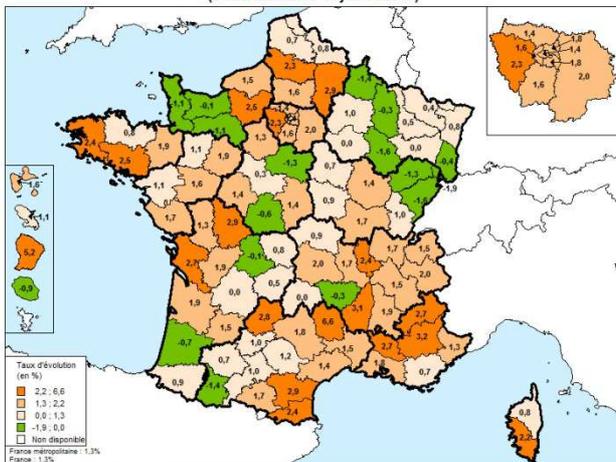
Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite augmente de 2,9 % sur trois mois et 1,7 % sur un an pour les demandeurs de catégories B. Pour les catégories C, il progresse également : +1,7 % sur trois mois et +10,3 % sur un an. La demande d'emploi de longue durée augmente de 2,4 % sur trois mois et de 2,1 % sur un an. La demande d'emploi de longue durée représente 44,4 % des personnes en recherche d'emploi.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

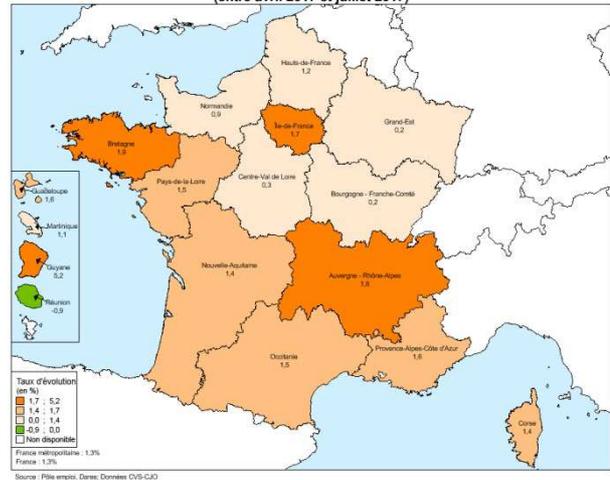
	juil-16	juin-17	juil-17		Variation sur 3 mois	Variation annuelle
Demande d'emploi en fin de mois						
catégorie A	134 350	129 260	130 490	✗	0,2	✓ -2,9
Catégories B	29 410	28 830	29 910	✗	2,9	✗ 1,7
Catégories C	52 900	58 730	58 370	✗	1,7	✗ 10,3
Ensemble	216 660	216 820	218 770	✗	1,0	✗ 1,0
Demande d'emploi des femmes						
catégorie A	63 510	62 290	62 650	✗	0,2	✓ -1,4
Ensemble	110 470	111 990	113 050	✗	1,3	✗ 2,3
Demande d'emploi des 15-24 ans						
catégorie A	20 840	18 850	19 400	✗	1,8	✓ -6,9
Ensemble	33 570	31 510	32 240	✗	2,3	✓ -4,0
Demande d'emploi des 50 ans et plus						
catégorie A	35 770	36 270	36 380	✓	-0,5	✗ 1,7
Ensemble	53 370	55 810	56 020	✗	0,5	✗ 5,0
Demande d'emploi de longue durée						
nombre	95 150	96 070	97 110	✗	2,4	✗ 2,1
poïds	43,9	44,3	44,4	✗	0,6	✗ 0,5

source: STMT Pole emploi DARES, données CVS, traitement Directe Bourgogne Franche Comté, SESE

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par département (entre avril 2017 et juillet 2017)



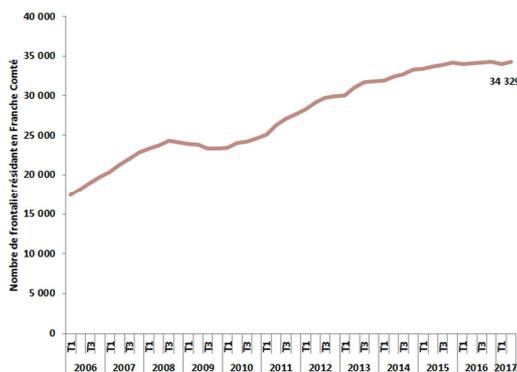
Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région (entre avril 2017 et juillet 2017)



L'EMPLOI FRONTALIER REDEMARRE

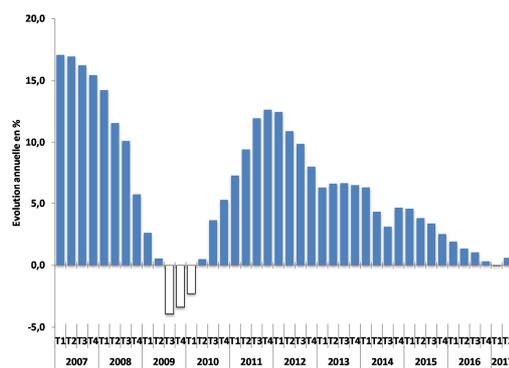
Au 2^e trimestre 2017, l'emploi frontalier repart à la hausse par rapport au 1^{er} trimestre (310 emplois supplémentaires soit une hausse de 0,9 %). Les effectifs progressent essentiellement dans les cantons de Vaud (+170 emplois) et du Jura (+80 emplois). Ils augmentent légèrement dans le canton de Neuchâtel (+20 emplois). Sur un an, les effectifs progressent (près de 210 emplois).

Nombre de frontaliers en Bourgogne Franche Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Variation annuelle de l'emploi frontalier en Bourgogne - Franche-Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Lecture : au T2 2017, l'emploi frontalier a augmenté par rapport au T2 2016

L'emploi frontalier évolue dans le sillage de la situation économique des différents cantons :

- Neuchâtel⁸ : La situation conjoncturelle du canton reste en deçà de la situation économique suisse. Néanmoins, des signes de reprise apparaissent. Les perspectives d'entrées de commandes sont au plus haut depuis une dizaine d'année. L'indice de l'emploi se maintient à un niveau élevé et celui des perspectives d'emploi est positif. Le climat des affaires se redresse et les perspectives d'entrées de commandes restent à un niveau élevé. Concernant l'horlogerie, les entreprises font moins part de leurs difficultés, ce qui pourrait traduire une amélioration de la situation.
- Canton de Vaud⁹ : L'amélioration graduelle de la conjoncture mondiale se reflète positivement sur la croissance du canton. La reprise de l'économie vaudoise depuis 2016 devrait ainsi se poursuivre, avec un PIB en hausse de 1,6 % en 2017 et de 2,0 % en 2018, selon les dernières prévisions calculées par le CREA et publiées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), l'Etat de Vaud et la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI). Les prévisions doivent cependant être considérées avec prudence, les incertitudes et les facteurs de risque restant nombreux. En effet, L'environnement conjoncturel n'est cependant pas entièrement dégagé. Certes, le canton bénéficie du soutien d'une demande intérieure robuste et les conditions s'améliorent pour les entreprises exportatrices; cependant, la force du franc par rapport à l'euro reste un frein pour ces dernières.

MEMENTO

Plus de 34 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte d'Or et en Saône-et-Loire.

⁸ Conjoncture économique septembre 2017, république et canton de Neuchâtel

⁹ PIB Vaudois, <http://conjoncturevaudoise.ch>, juillet 2017